

Ukraine : il est temps de se mettre à l'analyse marxiste des réalités.

Parmi les militants de gauche et des organisations ouvrières en France, surtout dans le Front de Gauche et autour de lui, les événements en Ukraine et à propos de l'Ukraine relèvent généralement d'une grille de lecture très simple : des provocations impérialistes, c'est-à-dire occidentales et avant tout américaines, poussent à la guerre, UE et OTAN ayant mis des libéraux et des « nazis » au pouvoir à Kiev, pour attaquer la Russie. Cette vision des choses a un triple avantage : 1°) elle donne l'impression que l'on est très révolutionnaire puisqu'on semble s'opposer courageusement à la politique de son propre impérialisme, 2°) elle donne l'impression que l'on est très perspicace car elle dit l'inverse des propos russophobes de certains médias en faisant savoir que l'UE, l'OTAN et le FMI poursuivent des fins dominatrices et spoliatrices, ce qui n'est pourtant pas un scoop, 3°) elle ne demande pas d'efforts d'examen de la réalité concrète et d'investigation quant aux faits, se contentant de répéter un bréviaire dont les éléments constitutifs remontent, au moins, à la première guerre du golfe en 1991. En réalité, cette position n'est ni révolutionnaire, ni internationaliste, ni perspicace, ni oppositionnelle envers notre propre impérialisme. La méthode marxiste ne vit que si l'on s'en sert, pas si, tel les Bourbons, on n'apprend rien et n'oublie rien. Après d'autres événements de moindre ampleur mais plus proches de nous (les grèves en Bretagne l'automne dernier par exemple), l'Ukraine est un test de viabilité assez redoutable qui pourrait s'avérer cruel pour qui, au lieu de tenter l'analyse concrète de la réalité concrète, voudrait se contenter des leçons apprises.

Les impérialismes : Etats-Unis, Allemagne, France.

Puisqu'on emploie sans cesse ce mot, rappelons d'abord sommairement ce que l'on peut entendre par « impérialisme ». Dans son célèbre petit livre de 1916 Lénine énumérait cinq critères : la concentration du capital, la fusion du capital bancaire et industriel dans le capital financier, la place centrale de l'exportation des capitaux, la formation de trusts mondiaux, et l'achèvement du partage territorial du globe entre grandes puissances. Il parle aussi de « *stade suprême du capitalisme* » et de « *réaction sur toute la ligne* », notamment envers les aspirations démocratiques et nationales non réglées et que la bourgeoisie ne peut plus régler à l'époque impérialiste, « *époque des guerres et des révolutions* ». Ces traits, et notamment le cinquième point sur le partage territorial, impliquent un rapport fondamental avec l'Etat, qui renvoie en fait à la nature du rapport social capitaliste : le mode de production capitaliste se reproduit de lui-même une fois constitué, mais l'Etat, et donc les Etats particuliers, sont des composantes indispensables de cette reproduction, pour maintenir la domination du capital sur le salariat, l'expropriation permanente de la masse humaine envers la terre et les moyens de production, la continuité des rapports marchands (respect des contrats, paiement des dettes) et, de plus, la concurrence loyale et déloyale avec les autres trusts et les autres Etats, qui se reproduit quel que soit le stade d'interpénétration mondial des différents capitaux. Quand le capital parvient au stade « impérialiste » de concentration et de mondialisation, les Etats jouent un rôle fondamental dans le processus. Il y a donc des Etats capitalistes qui deviennent impérialistes, et une hiérarchie entre eux, et d'autres qui n'y parviennent pas bien qu'ils aimeraient bien, et sont plus ou moins dominés par les premiers et par le capital basé chez eux. La planète étant entièrement partagée depuis maintenant plus d'un siècle, les places sont chères.

Depuis la seconde guerre mondiale, l'impérialisme nord-américain (les Etats-Unis) est dominant, bien qu'il ne soit pas le seul et ne l'ait jamais été. La principale structure militaire de domination qu'il a mise en place est l'OTAN. Sous le couvert de « lutte contre le communisme », l'OTAN a avant tout permis aux Etats-Unis d'institutionnaliser et de pérenniser la soumission militaire et donc politique des autres puissances impérialistes européennes, Royaume-Uni et France puis à partir de 1955 et de sa réinsertion dans le concert des dites puissances, Allemagne, la présence militaire US en Allemagne, ainsi qu'au Japon, la prépondérance nucléaire, et la direction du commandement intégré de l'OTAN, assurant cette domination. On sait que l'impérialisme français sous De Gaulle avait tenté de contester ce dispositif, tout en y participant toujours. Si l'on comprend ce rôle de l'OTAN, on comprend aussi que l'OTAN ne pouvait pas disparaître avec l'URSS, qui avait servi de prétexte à sa mise en place. Son maintien et son extension en Europe centrale et orientale visent la Russie, mais aussi à maintenir l'impérialisme allemand dans un carcan, au moment précis où UE et euro sont devenus pratiquement les formes de domination continentale et de prépondérance économique de ce dernier.

Les crimes du 11 septembre 2001 ont permis à l'impérialisme nord-américain de mener une offensive mondiale qui l'a, à moyen terme, affaibli, mais qui a entre autres choses amorcé un encerclement de la Russie, avec les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, les bases en Asie centrale, et sur le continent européen l'intervention au Kosovo engagée auparavant, le système de missiles anti-missiles destiné à neutraliser le potentiel offensif-défensif de la Russie (dans le nucléaire, toute défensive est offensive), et l'extension de l'OTAN doublant et recouvrant celle de l'UE, la finalité de *containment* de l'Allemagne apparaissant également ici. Les Etats-Unis à partir du milieu des années 2000 avancent ouvertement vers l'extension de l'OTAN à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Cette agressivité a suscité l'opposition russe et une première guerre s'est produite en Géorgie en 2008. Causée par une provocation inspirée par les services US, elle a vu une véritable invasion de la Géorgie par l'armée russe, et une médiation de l'impérialisme français donnant satisfaction à Moscou, sous couvert de la rhétorique « occidentale », quant au contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Cet épisode a établi un statu quo précaire et temporaire : Ukraine et Géorgie ne renaient pas dans l'OTAN, entrée à laquelle l'Allemagne s'était opposée, mais la Pologne rentrait dans le dispositif « anti-missiles ». Les luttes de factions oligarchiques en Ukraine liées aux alliances et pots-de-vins des puissances extérieures au pays devaient forcément peser dans le maintien ou le basculement de cet équilibre fragile.

Mais 2008, c'est aussi la faillite de Lehman Brothers et l'ouverture de la crise financière mondiale, et, peu après, l'élection d'Obama. L'affaiblissement et le déséquilibre de l'impérialisme nord-américain sont allés *crescendo*, y compris avec l'irruption nouvelle d'importants mouvements sociaux sur le sol étatsunien. Les débuts de révolutions dans plusieurs pays arabes à partir de 2011 y ont contribué aussi. Cette situation a abouti récemment à des évolutions

importantes. La velléité d'une grande gesticulation militaire en Syrie fin août-début septembre 2013 (soutenue à fond et même devancée par l'impérialisme français, pour ses raisons propres de vieille puissance méditerranéenne et africaine), a fait flop, dans des conditions de crise politique d'une exceptionnelle gravité pour la Maison blanche. C'est le président russe Poutine qui a sorti Obama d'une impasse qui allait conduire à son désaveu par le Congrès. Suite à quoi les Etats-Unis signaient un accord avec l'Iran (dont la première victime est le peuple syrien, qu'il n'ont jamais soutenu contre Bachar el Assad). Le tout dans une stratégie globale où c'est l'encerclement de la Chine qui est devenu la première préoccupation, ouvertement exprimée, de l'exécutif US, avec l'espoir, nullement irréaliste, d'opposer la Russie à la Chine.

Ces rappels sont ici nécessaires : on ne peut pas analyser une crise comme celle de l'Ukraine sans la situer dans les rapports de force mondiaux, dans lesquels la lutte des classes est le facteur n°1 même s'il est souvent souterrain. Toute analyse sérieuse est donc condamnée à être nettement plus longue que le commentaire unilinéaire d'un seul aspect des choses, se réduisant au fond à dire que « l'Occident est impérialiste », ce que l'on savait déjà par ailleurs. Ce sont notamment la résistance de la classe ouvrière américaine et les « révolutions arabes » qui ont abouti à l'affaiblissement et aux hésitations de l'impérialisme nord-américain, ainsi qu'à la profonde division de ses représentants politiques, qui se traduit jusque dans son appareil d'Etat, dans son appareil militaire, et donc dans l'OTAN, et dans ses services diplomatiques, division entre ceux qui veulent se replier peu à peu, et ceux qui voudraient reprendre la main par des provocations et des aventures, et combinaison des deux.

De la même façon, les développements que connaît l'Ukraine depuis novembre 2013 ne peuvent en rien être compris sans prendre en compte la réalité d'un soulèvement populaire « inopiné » et « inattendu » (comme le sont toujours les soulèvements populaires). Pendant quatre mois, des milliers d'occupants permanents de la place centrale de Kiev affrontent Berkouts et titouchkis (police et pègre), avec morts, blessés, disparus, torturés. Ils n'auraient pu faire cela sans un soutien populaire majoritaire qui s'est traduit par plusieurs rassemblements de masse (un million le 8 décembre, de 400 000 à 800 000 à plusieurs reprises). La répression destinée à écraser ce mouvement l'a au contraire fait monter en puissance, entraînant une logique d'affrontement total jusqu'à la chute du président en place. Loin de se réduire à un mouvement de petits-bourgeois et de petits patrons « pro-européens », d'abord plutôt intellos, puis de plus en plus « populos » et d'extrême-droite, ainsi que le présentent tant les médias occidentaux que les tentatives de dénigrement prorusses, un tel mouvement, d'une confusion idéologique évidemment totale, et bien entendu pénétré par tous les provocateurs possibles (américains, russes, mafieux, d'extrême-droite ...), est, clairement, une mobilisation de caractère démocratique et national, dont les couches sociales majoritaires, à l'image de la réalité sociale, sont prolétariennes - à cet égard il ne faut pas se laisser abuser par les statistiques sur la place des « petits patrons », lesquels d'ailleurs sont en révolte contre le capital concentré des oligarques : en Ukraine post-soviétique, le statut d'auto-entrepreneur est une réalité massive qui recouvre évidemment travail salarié précaire et chômage.

Ce développement était inattendu pour l'impérialisme américain, qui se partage entre ceux qui veulent l'utiliser et ceux qui en craignent les conséquences. D'où le « surf », avec des émissaires officiels autoproclamés (comme le Républicain Mc-Cain) et, à partir de mi-janvier quand l'échec de l'écrasement des masses par l'état d'urgence est avéré, le projet de soutien d'un gouvernement s'installant à la place du président Ianoukovitch. Mais ce n'est pas un coup d'Etat de la CIA qui a produit cette installation, laquelle n'a en outre pas du tout satisfait la foule sur le Maidan, qui a immédiatement hué la plupart des membres de ce nouveau gouvernement. Dans cette affaire, nous voyons l'impérialisme américain non pas à l'initiative, mais courant derrière les événements, et voulant les récupérer, ce qui ne veut pas dire qu'il n'aurait pas ses espions, ses nerfs, etc., sur place, c'est une évidence. Pour combattre tout impérialisme, il faut comprendre sa situation.

A la veille de la fuite de Ianoukovitch, les ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais avaient imposé la signature d'un accord pour un gouvernement d'union nationale entre lui-même et les trois partis autoproclamés représentants de « Maidan », celui de Timochenko et Iatseniouk, celui du boxeur Klitschko et Svoboda. Telle n'était pas la ligne de l'impérialisme américain, qui estimait qu'il fallait miser tout de suite sur la chute de Ianoukovitch, et qui s'énervait fortement de la politique de l'UE, c'est-à-dire de la politique allemande, comme l'évalua publiquement une conversation téléphonique enregistrée et publiée par les services russes, où Mm. Nuland, émissaire US, s'exclamait « *Fuck the UE* ». Cet épisode a été utilisé massivement pour attester de la manipulation américaine des événements ukrainiens, alors qu'il montre surtout les contradictions entre Etats-Unis et Allemagne, et que sa diffusion montre la volonté russe de les exploiter.

Ianoukovitch a décidé de fuir Kiev, en s'imaginant revenir, dans la nuit qui a suivi cet accord, alors que les affrontements armés s'intensifiaient dans le centre-ville, et que son propre parti, le Parti des Régions, voyait ses dignitaires exiger son départ pour sauver leur peau et leurs prébendes. Du coup, le gouvernement mis en place, ce fameux « gouvernement nazi installé par la CIA » comme on peut le lire sur bien des sites (pour ne rien dire de ceux, de plus en plus nombreux, qui dénoncent le « gouvernement nazi-sioniste installé par la CIA et Israël » ...), n'est autre que le gouvernement d'union nationale prévu avec Ianoukovitch, mais sans Ianoukovitch. Il n'est en rien l'expression du mouvement du Maidan dont la seule victoire est la fuite de Ianoukovitch. Ce gouvernement ne comporte que des factions achetées par les impérialismes occidentaux, et pas de factions prorusses (loulou Timochenko, dont le jeu est double, s'est d'ailleurs faite son opposante). Donc, l'association de l'Ukraine avec l'UE, ses liens avec l'OTAN, ainsi que ceux de la Moldavie enclavée entre Ukraine et Roumanie, sont remis sur le tapis, brisant le statu quo précaire de 2008, ce que refuse l'impérialisme russe.

L'analyse de la politique des puissances impérialistes suppose de distinguer faits et déclarations. En ce qui concerne les faits, Obama a fait savoir à plusieurs reprises qu'aucune intervention militaire n'était envisageable. Par contre, les agents et mercenaires convergent vers l'Ukraine. Les Etats-Unis ont beaucoup gesticulé à propos de la Crimée mais n'avaient aucunement l'intention de faire quoi que ce soit, d'autant que cette annexion, qui n'a rien à voir avec un référendum décidé par les autorités locales (pure version policière de l'impérialisme russe), ne change pas les rapports de force militaires et maritimes en mer Noire. Ils ont, le 17 avril, signé avec la Russie et l'Allemagne (celle-ci sous le couvert de l'UE), et imposé au gouvernement de Kiev, un accord qui permettait en fait la poursuite de

l'installation de paramilitaires liés à la Russie dans les préfectures des oblasts du Donbass et de Lougansk. S'il y a rapport de force entre Etats-Unis, Allemagne et Russie, il concerne le partage des zones d'influence en Ukraine. J'ai commenté en détail cet accord clef du 17 avril dans mon article du 5 mai.

Les conflits et contradictions entre impérialismes « occidentaux » jouent un rôle important dans leurs attitudes réelles envers l'Ukraine. Il est évident que la contradiction principale oppose Etats-Unis et Allemagne et suscite, en Allemagne, un vrai enjeu, un choix politique, entre l'alignement sur les Etats-Unis ou bien, sinon une alliance russe, du moins une politique plus indépendante et des Etats-Unis et de l'OTAN, que défendent bien sûr M.M. Schroeder et Schmidt et que représente aussi, en fait, le ministre SPD des Affaires étrangères du gouvernement de coalition, Stenmeier. La source ou la caution principale des rumeurs sur « qui a tiré sur le Maidan » met d'ailleurs en évidence ce rôle de l'Allemagne ou de certains secteurs allemands. Il semble bien que la majorité du patronat industriel et financier allemand soit sur une ligne « continentale » de coopération étroite avec Poutine. Ces divisions se répercutent sur les positionnements de la Pologne, des pays baltes, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie.

Les Etats-Unis utilisent cette pression sur l'Allemagne en faveur du Traité de libre-échange transatlantique. Mais envers ce sujet, eux-même sont divisés: le soutien du Congrès n'est pas acquis à Obama. La crise de domination nord-américaine est bel et bien systémique et, au lieu de fétichiser chacun de leurs projets comme un complot maléfique dont la mise en place serait apocalyptique, mieux vaudrait analyser réellement, là aussi, les contradictions réelles de l'objet réel « impérialisme nord-américain ».

Quant à la France, qui n'a pas la possibilité d'avoir ici sa zone d'influence, elle gesticule et s'associe aux manœuvres, en réalité très limitées, de l'OTAN en mer Noire. Envers l'impérialisme français aussi, il faut pour le combattre tenir compte et des déclarations, et des faits. Ainsi, la visite de François Hollande en Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie fut, de prime abord, un acte « courageux » contre la méchante Russie ou, inversement, un acte « agressif » contre la pauvre Russie encerclée (ce sont là les deux versions symétriques des discours dominants). Mais c'est précisément pendant ce voyage que fut confirmée l'intention française d'importantes ventes de navires de guerre Mistral à la Russie (intégrant des dispositifs de transmission *high tech*), dont la signification en terme de force de frappe est au moins aussi forte que l'envoi de quelques frégates en mer Noire dans le cadre de l'OTAN. Washington a vertement protesté et Paris a vertement répondu à Washington, ripostant même sur le plan syrien en « révélant » d'autres emplois d'armes chimiques par Bachar el Assad, histoire de dénoncer la « couardise » US. L'impérialisme français lui aussi essaie de jouer sa carte, et elle passe pour l'heure par un fructueux commerce d'armements avec la Russie. Combattre l'impérialisme suppose, encore une fois, de prendre en compte et les gesticulations verbales, et les faits réels, surtout quand il s'agit de « notre » propre impérialisme.

Les impérialismes : Russie.

Se contenter de dénoncer « l'impérialisme » en ne visant que « l'Occident » (lequel comporte déjà plusieurs impérialismes, dont les contradictions sont ainsi niées), c'est en fait prendre partie dans le conflit entre impérialismes, et c'est bien sûr prendre partie pour l'impérialisme russe. Opposer « impérialisme américain », français ou occidental, d'un côté, et une chose que l'on appelle simplement « Russie » de l'autre, sans oser caractériser la nature sociale de cet Etat, ou en concédant timidement (cf. le communiqué de WIN de soutien à Borotba) qu'il existe un « capitalisme russe », un petit capitalisme confronté à « l'impérialisme », c'est en fait dire implicitement que la Russie n'est pas impérialiste, donc qu'il faut, quels que soient par ailleurs les défauts que l'on peut trouver à son Etat et les reproches qu'on puisse faire à Poutine, la soutenir contre « l'impérialisme ». Cette position implicite, impensée ou informulée, s'exprime d'abord en caractérisant comme « antirusse » voire pro-CIA, etc., toute analyse qui ne serait pas unilinéaire et ne se contenterait pas de ressasser avec satisfaction ce que tout le monde sait, à savoir que l'Etat étatsunien est bien un impérialisme. Alors, la Russie : impérialiste ?

Le capitalisme russe sort tout droit de la bureaucratie stalinienne. Celle-ci résulte de l'échec historique de la révolution socialiste européenne, en vue de laquelle s'était constitué l'ancien mouvement ouvrier, qui avait failli en 1914 : la révolution éclatait cependant en Russie en 1917. Notons, ceci a son importance, que l'Ukraine soviétique, dont les frontières vont jusqu'au Donbass et à Lougansk inclus, fut un résultat et une conquête de cette révolution. L'appareil d'Etat (la bureaucratie) a pris son autonomie envers la classe ouvrière, notamment en exprimant le retour du chauvinisme dominateur grand-russe, envers les Géorgiens, les Tatars ou les Ukrainiens. A partir de 1923 il échappe totalement à tout contrôle de la classe ouvrière. A partir de 1929, sous les noms de « collectivisation » et de « planification », il effectue l'expropriation de la paysannerie et la généralisation du salariat. Dans la seconde partie des années trente il extermine physiquement les restes des organisations de la classe ouvrière qui avaient fait la révolution de 1917, le parti bolchevik en tête, dont le PCUS n'était pas la continuation, mais la négation par extermination. Dans ce système social, les rapports marchands, qui affleurent par tous les pores, sont substitués par le contrôle d'Etat faussement appelé « socialisme ». Avec la pérestroïka ils triomphent et, pour préserver et étendre leurs privilèges face au mouvement ouvrier renaissant et aux aspirations nationales et démocratiques, les bureaucrates se constituent un capital privé. Ce processus s'achève sous Eltsine par un pillage prédateur généralisé.

Durant les années 1990, cette phase d'accumulation privée par pillage et mise à l'encan des biens d'Etat voit se dérouler une crise implosive de cet Etat, commencée avec l'éclatement de l'URSS et l'indépendance des anciennes républiques soviétiques en 1991. Une issue possible de cette crise était la formation d'un capitalisme de second rang, comprador et largement vassalisé par l'impérialisme nord-américain. A la fin des années 1990 toutefois, la résistance vitale de la classe ouvrière, matérialisée par les piquets de mineurs montés à Moscou, au moment même où s'effondraient les cours de la toute récente bourse de Moscou, a montré les risques majeurs pour l'ordre social capitaliste, d'une quasi colonisation du pays. Ce que les Etats-Unis avaient renoncé à faire en Europe occidentale après la seconde guerre mondiale, après l'avoir envisagé (plan Morgenthau de désindustrialisation de l'Allemagne, abandonné finalement au profit du plan Marshall), s'avère au delà de leurs forces aussi dans le cas de la Russie.

Le tournant d'Eltsine à Poutine, de l'alcoolique au boxeur, se situe à ce moment là. Mais Poutine n'exprime pas la résistance du peuple russe à l'asservissement, mais la restauration pleine et entière d'un capitalisme russe ayant

échappé à une domination impérialiste, et il est donc lui-même impérialiste. Sa consolidation se fait sur la base de la défaite des mouvements sociaux et nationaux de la fin des années 1990 : c'est l'écrasement barbare du peuple tchétchène (et la promotion d'une couche de « harkis caucasiens » mafieux collaborant avec le pouvoir russe), et c'est la mise au pas de la classe ouvrière avec un nouveau code du travail atomisant les salariés et enlevant toute légalité à la plupart des grèves. L'élément clef de la nouvelle consolidation de l'Etat au service du capital est l'absence de partis, et même de structures syndicales nationales autonomes et non liées à l'Etat, représentant, que ce soit de façon légitime ou déformée, la classe ouvrière. Cette absence est l'héritage maintenu du stalinisme qu'incarne la persistance des anciens « syndicats » officiels. C'est sur cette base que Poutine a pu, à travers l'arrestation symbolique de plusieurs oligarques comme Federovsky et finalement Khodorkovski, terminer la structuration de la couche capitaliste dominante, en tant que couche à la fois indépendante du capital étranger, et placée dans une égalité relative envers le centre de l'Etat, sur la base d'une stabilisation des lois et des contrats - ce qui ne l'empêche pas, bien au contraire, d'avoir ses comptes en Suisse, aux Bahamas, à Chypre (jusqu'en janvier 2013), ses traders à Londres, et ses villas sur la côte d'Azur.

On doit d'ailleurs comprendre que la mise en oeuvre des attaques anti-ouvrières de Poutine dans les années 1999-2003 a fait de la Russie un Etat beaucoup plus « marchandisé », concernant par exemple ce qui reste de services sociaux, de santé et d'éducation, que plusieurs anciennes républiques soviétiques dont l'Ukraine, où le maintien de factions oligarchiques à la manière des années Eltsine en Russie est allé de pair avec une moindre mise en oeuvre des privatisations et de la marchandisation, surtout dans la partie orientale du pays. C'est ainsi par exemple que mieux valait, jusqu'à présent, être mineur dans le Donbass ukrainien (région de Donetsk) que dans son voisin russe (région de Rostov-sur-le-Don), où le chômage de masse est pire qu'en Ukraine et où les mines ne sont plus soutenues à bout de bras par l'Etat oligarchique ...

Le fait qu'un capitalisme impérialiste russe s'affirme comme indépendant de l'impérialisme nord-américain dominant, comme le fait de l'affirmation du capitalisme impérialiste chinois, aujourd'hui plus puissant que le russe, et comme, en général, la montée de puissances capitalistes régionales à vocation impérialiste que l'on appelle les « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud ...), ne sont absolument pas des phénomènes progressistes, si ce n'est par le développement de la classe ouvrière qu'ils suscitent aussi - et l'on remarquera à ce sujet que ce dernier aspect est précisément celui qui a été absent en Russie et dans l'ex-URSS passées par la désindustrialisation.

Relevant totalement du mode de production capitaliste à son stade impérialiste, ces nouveaux développements sont porteurs de guerre. Pour les révolutionnaires, pour la classe ouvrière, pour la majeure partie de l'humanité, l'ennemi ce n'est pas « l'impérialisme » sans plus de précisions, ce ne sont pas les Etats-Unis, ce n'est pas « l'Occident », c'est le capital. Fétichiser le rapport social capitaliste dans la forme d'un Etat, d'un peuple ou d'une culture que l'on abominerait, celles par exemple de « l'Occident » ou des « anglo-saxons », ouvre la voie non à la révolution émancipatrice, mais au chauvinisme, à l'union sacrée, au racisme, et à la guerre impérialiste.

Dans le cas de la Russie de Poutine, ces confusions mortelles sont encore accrues par l'absence fréquente d'analyse de ce qu'était l'URSS, et donc de ce qui s'est passé pendant la « transition » à partir de la pérestroïka. L'impression plus ou moins inconsciente, chez bien des camarades, que le « retour de la Russie » avec Poutine, ceci malgré tous les aspects « capitalistes » ou réactionnaires que l'on veut bien lui reconnaître un tant soit peu, serait une sorte de *come back* soviétique, fait prendre des vessies pour des lanternes, et fait prendre des milices mafieuses paramilitaires impérialistes, antisémites et chauvines, pour des gardes rouges, ce qui est dramatique.

Les caractéristiques sommaires de l'impérialisme énumérées par Lénine, signalées ci-dessus, se retrouvent toutes dans le cas russe contemporain, y compris le point clef de l'exportation des capitaux et de la recherche de champs d'investissements pour ceux-ci, et en précisant que la financiarisation est immédiatement poussée à son paroxysme, à l'image du capitalisme comme réalité mondiale. La particularité du capitalisme « poutinien » dans les années 2000 est qu'il repose sur l'exportation d'énergie et de matières premières, autour de deux firmes, Rosneft et, en n°1, Gazprom, qui est directement le trust « soviétique » d'Etat du pétrole (créé en 1954), converti en firme pétrolière mondiale, associant des capitaux européens et notamment des intérêts allemands, symbolisés par le siège occupé par l'ancien chancelier allemand Schroeder. Ces caractéristiques exportatrices font de l'impérialisme russe un impérialisme de second rang, assez largement dépendant des prix mondiaux, qui étaient à la hausse dans les années 2000. Cette relative dépendance renforce l'importance relative des composantes militaires et politiques de son équation propre.

La crise mondiale ouverte depuis 2008 accentue pour lui la nécessité de passer à une nouvelle phase, dans laquelle un secteur industriel produirait plus de plus-value sur place, transition à laquelle travaille le pouvoir russe, en vue de développer les secteurs militaire, des infrastructures, et des transports. Les chantiers liés aux JO de Sotchi illustrent cette volonté. Cet impérialisme non pas jeune, mais « ressuscité » et tout aussi « pourrissant » que ses rivaux, ne peut pas avoir de débouchés et surtout de champs d'investissements propres suffisants, en dehors d'une projection militaro-politique.

Or, il est corseté et étouffé par l'impérialisme nord-américain, lui-même mal portant, lui-même arc-bouté sur sa puissance militaire comme jambe de bois de la préservation de sa domination économique. J'ai résumé ci-dessus les principales étapes de cet encerclement.

Depuis 2008-2010, la réaction russe consiste surtout à chercher à se constituer une zone d'investissements qui agrège à la Russie plusieurs anciennes républiques soviétiques, dans une « union eurasiennne » avec l'Ukraine, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie. Le président-dictateur éternellement réélu du Kazakhstan, Nazarbaïev, représentant la continuité totale de l'Etat et du capital (il était premier secrétaire du PC kazakh sous Gorbatchev), joue ici un rôle clef. L'union douanière eurasiennne, pour impérialiste qu'elle soit, est, à l'échelle mondiale, une entreprise relativement limitée puisqu'elle ne recouvre même pas le champ de l'ancienne URSS.

Tout aussi importants sont donc l'intégration du capital russe dans les circuits financiers mondiaux, et, au plan politique avec les conséquences que ceci a en matière de puissance et de *soft power*, le fait que la Russie de Poutine se pose en facteur d'ordre social et de réaction. Dans une large mesure, elle l'a fait à son corps défendant en regard de l'affaiblissement et des hésitations nord-américaines. Un point critique a été atteint à l'été 2013. La chute de la

présidence islamiste en Egypte, causée par la plus grande vague de manifestations de l'histoire, n'entraîne pas dans les plans US, et l'on a vu alors des contacts inattendus se nouer entre militaires égyptiens, services saoudiens et Russie. Comme je l'ai déjà évoqué, Obama a tenté de réagir en montant une vraie-fausse intervention contre Bachar el Assad, et il s'est pris les pieds dans ses propres contradictions, et c'est Poutine qui l'en a sorti. L'aide militaire russe joue un rôle important dans l'écrasement militaire progressif du peuple syrien, à ce jour plus importante victoire contre-révolutionnaire dans les pays arabes depuis 2011. Poutine s'affirme comme un pilier de l'ordre mondial, proportionnellement à la baisse du crédit US, mais sans toutefois avoir les moyens, pas plus que quelque impérialisme que ce soit, de se substituer au rôle de gendarme mondial que les Etats-Unis n'arrivent plus à jouer correctement. Mais ce faisant, ses intérêts propres ont reçu une belle promotion.

S'il est courant de dénoncer la russophobie souvent évidente et ridicule de nos médias, surtout depuis quelques mois, il convient aussi de comprendre qu'elle comporte un mélange d'hostilité et de fascination qui lui donne sa tonalité hystérique particulière, et que la fascination pour l'ordre social, la discipline, la supposée protection des « valeurs » religieuses et familiales, du régime de Poutine pèse d'un poids croissant auprès de larges couches bourgeoises et petites-bourgeoises des pays « occidentaux ». Aussi est-il important de dire quelques mots des constructions idéologiques que cultive le pouvoir de Poutine, ou plus exactement ses *think tanks* et autres lobbies satellites, car, imitant les néolibéraux, il a su se construire ou attirer à lui de tels réseaux, à l'image de la sphère culturelle, médiatique et idéologique du néolibéralisme aux Etats-Unis et à partir d'eux.

Poutine est au départ un bureaucrate terne et un flic sans idéaux, bien loin de l'image de costaud de foire que ses communicant ont forgée. A la reconsolidation de l'Etat russe en tant qu'Etat capitaliste, correspondait l'adhésion officielle à une rhétorique néoconservatrice plutôt qu'ultra-libérale, visant à appréhender l'histoire russe sur le mode de la continuité : tous les dirigeants russes sont bons par définition, et les dissidents du passé (pas ceux du présent) le sont aussi dans la mesure où ils leur ont ouvert la voie, le seul moment désagréable de l'histoire russe est la révolution de 1917, le personnage de Lénine est condamnable (mais pas ses statues hiératiques de facture stalinienne, qui font partie du patrimoine au même titre que les icônes), celui de Trotsky doit rester en enfer, Staline c'était bien et les tsars aussi. Cette vision de l'histoire avait été propulsée lors du 850^e anniversaire de Moscou en 1997, sous le nom de « synthèse rouge-blanche », par la revue *Zavtra* de tendance « eurasiste », et avait la côte tant chez les monarchistes qu'autour du dirigeant du PC russe, Ziouganov. Les liens entre l'Etat et l'Eglise orthodoxe vont avec.

Le *think tank* politiquement le plus actif et le plus productif au service de l'appareil de Poutine est celui du théoricien eurasiste Alexandre Douguine, qui dispose de puissants sponsors parmi les capitalistes du complexe militaro-industriel, et est également lié au président du Kazakhstan, Nazarbaïev. Alexandre Douguine, animateur de *Pamiat*, association de droite stalino-tsariste née sous la pérestroïka, puis co-dirigeant du « Parti national-bolchevique » de Limonov, se rapproche de Poutine comme conseiller officieux dès 1999-2000. Son « eurasisme » (qui n'est pas la seule variante de ce courant, mais la plus influente actuellement) combine de la sauce occulto-ésotérique avec des conceptions géopolitiques et racistes reposant sur l'opposition entre pays de la terre (la Russie) et pays de la mer commerçants et prédateurs (les anglo-saxons). Sa conception de la société, capitaliste et religieuse, fait la part belle aux expériences fasciste et nazie. Le nazisme était dans l'ensemble une bonne idée à ceci près qu'il a commis une erreur, celle d'attaquer l'Union soviétique, puissance de la terre, en même temps que les anglo-saxons. Quand au génocide des Juifs, ce n'était pas du tout une erreur : l'antisémitisme ouvert et rentré est une composante fondamentale de cette idéologie. Le rétablissement des puissances terriennes et traditionalistes, instaurant une forme corporative et bien réglée de capitalisme, passe par la puissance russe et son assimilation des peuples de la steppe, turco-mongols. Outre les Juifs, cosmopolites inspirant la finance et les puissances maritimes anglo-saxones, deux peuples se trouvent dans le colimateur des « eurasiens » version Douguine. Les Tatars, surtout ceux de Crimée, parce qu'ils font obstacle à l'alignement des peuples turco-mongols et caucasiens sur le statut de harkis de la sainte Russie : enjuivés, ce sont des « Khazars ». Et les Ukrainiens, qui n'existent pas et ont le culot de prétendre à l'existence nationale, alors qu'ils doivent être intégrés à l'ensemble panrusse, dans leur majorité, ceux du Donbass étant en réalité des Russes et ceux de Galicie pouvant être laissés aux Polonais et à l'Union européenne (ceci ouvre la possibilité d'une entente pour se partager l'Ukraine avec l'extrême-droite ukrainienne). Ces constructions idéologiques laborieuses ont récemment fait l'objet d'une publication massive en français, sous le titre de *La quatrième théorie politique*, avec une préface d'Alain Soral, bateleur qui se présente comme le national-socialiste français.

Il est nécessaire de porter ces données à la connaissance des militants, tout comme il était nécessaire par exemple de connaître les théories des *think tanks* néolibéraux à qui voulait comprendre G.W. Bush pour mieux le combattre. Malgré son caractère de délire idéologique (mais le nazisme était tout aussi délirant), cette construction est cohérente, et elle n'est pas marginale. Il est à craindre que la dénonciation frénétique des « nazis ukrainiens », à savoir les références fascistes et nazies d'une partie de la droite nationaliste ukrainienne dite « bandériste » (en fait surtout formatée par cinq décennies de régime stalinien durant lesquels les Ukrainiens se sont fait traiter de nazis), ne serve surtout à dissimuler l'émergence d'une idéologie de facture proche du nazisme, conçue volontairement dans cet esprit, dans l'optique de justifier les entreprises impérialistes russes.

Aussi est-il nécessaire aussi d'informer les militants sur l'origine plus ancienne de ce courant. Douguine en prenant l'étiquette « eurasiste » se réfère à une importante composante intellectuelle de l'émigration blanche des années 1920 et 1930, celle qui, avec Oustrialov dès 1921, affirmait que l'appareil du PC au pouvoir serait fatalement conduit à se russifier et à incarner les intérêts nationaux, ce qui les conduisit à soutenir la NEP mais aussi la collectivisation. Ce courant n'était pas marginal, mais représentait un secteur conséquent de la bourgeoisie russe émigrée - en fait à peu près tout ce qu'elle a pu produire comme intelligentsia, en dehors des religieux et des mystiques qui avaient d'ailleurs souvent des idées politiques voisines. Avec l'« eurasisme », l'oligarchie que représente Poutine, issue de la bureaucratie stalinienne, réalise donc une double opération idéologique : elle justifie ses propres appétits dominateurs, et elle se donne une filiation avec l'ancienne bourgeoisie russe, celle que la révolution d'Octobre avait expropriée, celle du temps des tsars.

Faire de cette idéologie, qui, sous des formes adaptées, tend à être dominante dans l'Etat et les médias russes

d'aujourd'hui, une simple réaction à la pression occidentale (ce que fait par exemple Jean-Marie Chauvier, qui donne beaucoup d'informations à son sujet mais la justifie au fond comme une « *réaction musclée à l'expansionnisme occidental* », in *Le Monde Diplomatique* de mai 2014), serait une « erreur » du même type que celle des historiens révisionnistes allemands, qui tentèrent de présenter le nazisme comme une réaction au « communisme » ou au traité de Versailles : sont ainsi passés sous silence le caractère *impérialiste* de la Russie et le caractère fondamental des justifications idéologiques de cet impérialisme.

Dans cette perspective, insistons-y : pour l'idéologie impérialiste russe contemporaine, nourrie à la nostalgie de la Russie tsariste en pleine expansion d'avant 1914, l'Ukraine ne doit pas exister, parce qu'elle n'a pas à exister, elle est la petite Russie ou, pour reprendre une expression à nouveau popularisée par Alexandre Douguine, il faut la dépecer en formant sur ses ruines une « Nouvelle Russie » comprenant le Donbass, Lougansk, Kharkov, Odessa et la Transnistrie. Ce terme de Novorossia est en fait tsariste, tout simplement : il désigne les steppes du Sud prises par la force aux cosaques Zaporogues, c'est-à-dire aux Ukrainiens, et aux Tatars. Or, il a été repris par Poutine en personne dans un discours le 17 avril dernier, sonnait comme un encouragement aux paramilitaires de pousser vers Odessa, avec les suites que l'on connaît.

La destruction de l'Ukraine, que l'on fait passer, parmi les nostalgiques qui s'imaginent encore que l'URSS construisait le socialisme, pour une manière de refaire l'URSS, approfondit en réalité la contre-révolution. L'Ukraine, comme 13 autres Etats d'Europe centrale et orientale, du Caucase et d'Asie centrale, est une république issue de l'ancienne URSS tout autant que la Russie, et ses frontières sont le fruit de la révolution de 1917 et de son développement en une révolution paysanne et nationale ukrainienne qui a permis aux rouges de vaincre les blancs. Ce sont ces frontières de 1920 que Poutine a déclarées absurdes, imposées à la vieille Russie, celle du temps des tsars. La mise en place de républiques postiches paramilitaires dans le Donbass et à Lougansk est une entreprise contre-révolutionnaire absolue, qui se situe totalement dans la perspective impérialiste « eurasienne », celle pour qui le décorum « soviétique » ne sert qu'à mettre en valeur les étendards tsaristes, les rubans de Saint-George, les insignes des Centuries noires, et la société qui leur correspond.

Ukraine : story telling impérialiste russe contre analyse des faits.

Le plus grave dans la lecture unilatérale des événements d'Ukraine qui ne parle que de l'impérialisme « occidental », est qu'elle gomme l'impérialisme russe, qu'elle gomme les contradictions entre impérialismes « occidentaux » et au sein de chacun d'eux, et le plus important : elle gomme le mouvement propre des masses. Ainsi se construit un *story telling* qui n'a rien à envier à la propagande sur les couveuses débranchées au Koweït, mais qui a choisi un autre impérialisme, tout simplement, et plus c'est gros plus ça passe. C'est toute la chaîne des événements en Ukraine depuis des mois qu'il faudrait reprendre pour déconstruire le *story telling* de la propagande impérialiste russe, purement et simplement repris par bien des camarades, avec un manque de distance, d'esprit critique, et une renonciation à l'analyse marxiste, qui n'ont rien de réjouissant, mais qui aident à comprendre comment bien des marxistes ont plongé dans l'union sacrée un certain mois d'août 14.

Premier moment de cette reconstruction, la réalité d'une poussée révolutionnaire à Kiev depuis novembre et notamment en janvier-février dernier, niée par la théorie du coup d'Etat (à ce sujet, voir ci-dessus), et par la focalisation, sur le mode de l'imprécation violente, sur « les nazis ». Svoboda, implanté surtout en Galicie, est une formation ethno-nationaliste qui a repris une rhétorique fasciste et nazie en prétendant représenter les aspirations nationales ukrainienne, avec une hésitation entre l'unité ukrainienne (la *sobornos't*) et la focalisation galicienne sur son bastion, anciennement austro-hongrois puis polonais jusqu'en 1940. C'est pratiquement le seul parti à s'être constituée une base populaire militante, ne se réduisant pas à des liens clientélares, depuis l'avortement du Roukh à la charnière des années 1989-1991. Ses chefs ont tenté de mettre quelque peu en veilleuse son antisémitisme pour ne pas faire trop « tache » par rapport à des soutiens comme BHL et les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE, pour qui la place de Svoboda en Galicie nécessitait qu'il figure dans le gouvernement d'union nationale (initialement conçu avec l'accord de Ianoukovitch, rappelons-le). Mais ce qui l'a surtout mis en veilleuse, c'est la mobilisation de masse sur le Maidan et autour, dans laquelle de nombreux Juifs se sont d'ailleurs mobilisés en tant que tels.

Sur le Maidan, Svoboda a été débordé par Pravyi Sector, qui n'est pas une phalange structurée marchant d'un seul pas du type Sections d'Assauts, mais une nébuleuse confuse où de sordides paramilitaires et provocateurs vénérant Hitler côtoient des groupes de jeunes déclassés et de chômeurs. Vous remarquerez qu'en tentant ici de caractériser ce que sont exactement ces deux mouvements, je ne reprends pas les termes sommaires « ce sont des nazis », que l'on retrouve aujourd'hui accolés sur les sites prorusses ou soraliens sur des photos où il n'est plus besoin d'être en uniforme à la Svoboda, mais où il suffit d'être un jeune ukrainien en jean, ou une jeune fille blonde avec des fleurs bleues et jaunes dans les cheveux, pour être appelé « nazi », ce qui constitue une dérive délibérée, de la part de ses promoteurs initiaux, et dangereuse, de la part de tous les idiots utiles qui la reprennent, dans le sens de la banalisation de termes tels que « nazi ». Les choses en sont d'ailleurs au point où la simple tentative, comme dans ces lignes, de décrire le réel, peut vous faire traiter de « nazi » : c'est la fonction de la propagande, empêcher de penser.

Ces deux organisations doivent être dénoncées et combattues, mais ce n'est pas les dénoncer, ce n'est pas les combattre, que de tenir un discours obsessionnel sur « les nazis ukrainiens » et le « gouvernement nazi de Kiev » : tout au contraire, ce décalque de la propagande impérialiste russe fait le jeu de leurs dirigeants et empêche les couches de jeunes qui les suivent de manière désordonnée et précaire de se séparer d'eux. La nature réactionnaire de ces deux mouvements pas plus que celle du gouvernement provisoire de Kiev ne caractérise le mouvement qui se désigne comme « Maidan » ou « Euromaidan », mouvement de masse national et démocratique dont la composante sociale principale est de fait prolétarienne, et dont la confusion politique est, pour le reste, totale, ce qui l'expose à tous les dangers.

Cette confusion politique totale est, plus généralement, la marque de la situation en Ukraine comme dans les anciens pays staliniens où se dire « de gauche » veut souvent dire pour un ouvrier que vous voudriez le faire travailler

aux pièces et à coup de triques comme autrefois ! A vrai dire, ces pays sont à cet égard de moins en moins exceptionnels : la faillite des anciens « éléments de langage » de la gauche est profonde, ce qui ne met pas fin aux contenus sociaux réels des mouvements qui se produisent. C'est le sort de l'humanité contemporaine : ce constat ne donne que plus de sens à ce qui se passe en Ukraine et aux prises de positions à ce sujet.

Les mêmes qui ont décidé que l'Euromaidan, ce sont « des nazis », s'imaginent souvent qu'il y aurait en Ukraine un « parti communiste ». C'est là ne pas comprendre que les PC dans les anciens pays « de l'Est » ne proviennent pas du mouvement ouvrier, mais de son écrasement par les appareils d'Etat staliniens, et ne sont que des morceaux d'appareils d'Etat, ne recrutant pas principalement sur la base de l'idéologie mais sur celle du clientélisme. Le KPU (PC ukrainien) a pris part aux privatisations, a cultivé lui aussi antisémitisme et homophobie, a soutenu en janvier l'état d'urgence et l'écrasement physique du Maidan, et, tout en restant actif dans le parlement de Kiev, défend à présent « la fédéralisation pour sauver l'Ukraine ». En relation étroite avec l'Eglise orthodoxe prorusse, son rôle est important à l'Est d'autant que l'ectoplasme nommé « Parti des Régions », le parti des principaux oligarques, est très largement lié à lui et composé de ses anciens cadres. Beaucoup de sites « communistes » ou soraliens ont régulièrement annoncé en France, depuis des semaines, l'interdiction du KPU, sa répression par des hordes « nazies », sa résistance héroïque, etc. On notera ici que le gouvernement de Kiev a fait appel à lui pour représenter le Donbass et Lougansk dans les « tables rondes » qu'il a organisées après le 10 mai. L'interdiction du KPU, comme celle du Parti des Régions, est souhaitée par beaucoup d'ukrainiens qui veulent en finir avec l'ancien régime, mais qui constate que le gouvernement actuel reste celui des oligarques.

Notons aussi, en passant et à propos des *story telling* en vigueur, le thème de « l'interdiction des cérémonies commémorant la victoire de 1945 sur le nazisme ». Que certaines composantes de Svoboda et de Pravyi Sektor aient brandi ce colifichet provocateur est probable, et cela a bien servi la propagande russe (comme bien de leurs agissements), mais en fait d'interdiction officielle, il n'y a eu que le déplacement du jour de commémoration officiel du 9 mai, date fixée par Staline au motif du décalage horaire, au 8 mai, et la proclamation du 9 mai « jour de tristesse nationale » en raison de l'oppression russe venant gacher la défaite allemande. On pourrait tout aussi bien accuser le peuple algérien, pour qui le « 8 mai » ce sont Sétif et Guelma, de « nazisme » (il y a eu droit d'ailleurs lui aussi en son temps). Les mêmes sites qui ont tenté de faire croire qu'il était interdit en Ukraine de commémorer la fin de la seconde guerre mondiale ont d'ailleurs diffusés photos et vidéos de sa commémoration en voulant croire que des Waffen SS étaient aux aguets ...

La suite du *story telling* proimpérialiste russe est l'affabulation sur une libre volonté populaire pour le rattachement de la Crimée à la Russie. La Crimée n'est pas l'Ukraine, mais aucun mouvement populaire ne s'est déclenché en Crimée pour le rattachement. La population russe, majoritaire, n'a partiellement manifesté un soutien qu'une fois les paramilitaires solidement installés aux commandes. Les pieds-noirs d'Alger ou les protestants d'Ulster avaient, en leur temps, manifesté de façon encore plus massive. Une partie des Russes, la quasi totalité des Ukrainiens et des Tatars, se sont calfeutrés dans la crainte. L'exode des Tatars hors de Crimée a repris : au moins 10 000 (sur près de 200 000 soit déjà 5%) sont partis ou ont déjà été chassés. Lv'iv est la principale ville ukrainienne qui les accueille.

Etape suivante du *story telling* proimpérialiste : les soi-disant « Républiques populaires » du Donbass et de Lougansk. Là non plus, aucun mouvement de masse, si ce n'est celui d'une partie des Russes une fois les paramilitaires en place. La participation réelle au scrutin dit « d'autodétermination » du 10 mai ne sera jamais connue : il a suscité la mobilisation massive de 10% à 40% de la population se considérant comme russe. En aucun cas ces groupes armés, constitués de Berkuts, de paramilitaires russes et de la pègre, ne relèvent de près ou de loin de quelque chose que l'on pourrait faire passer pour une « milice ouvrière ». On sent naturellement la tentation, chez les camarades qui ont nié le contenu populaire du Maidan, d'inventer un mouvement populaire antiMaidan à l'Est de l'Ukraine. La réalité objective en souligne les limites. Oui, il y a adhésion à l'antiMaidan de la majorité sans doute des Russes d'Ukraine orientale, la majorité de la population étant passive, refusant courageusement de répondre aux appels dont elle est l'objet, et rejetant le gouvernement oligarchique de Kiev. Mais c'est tout. Au delà du Donbass et de Lougansk, les antiMaidan ont une base sociale étroite, soit russe, soit apportée par l'extrême-droite eurasiste, le KPU et Borotba avec des secteurs de l'Eglise orthodoxe.

[Borotba joue un rôle particulier. Son autoaffirmation comme « marxiste révolutionnaire », son discours sur « ne faisons pas confiance à Poutine pour combattre les nazis », et l'imagerie de son site calculée pour séduire le militant occidental de gauche, font passer cette organisation pour une sorte d'extrême-gauche ukrainienne. C'est en fait une composante des Jeunesses du KPU devenue autonome, et il y a lieu de s'interroger sur les mots d'ordre provocateurs lancés par avance par Borotba, pour qui « le Maidan » était « nazi » bien avant la chute de Ianoukovitch, et pour qui les Tatars de Crimée étaient « des islamistes » avant l'opération d'annexion russe. Borotba revendique ses liens avec le groupe antisémite et eurasien paramilitaire Oplot, de Kharkov, actif dans le Donbass. A Odessa ils se sont étroitement associés à la milice d'extrême-droite, qui se présente comme telle, Odessa Drujina (« garde d'Odessa »). De manière systématique, Borotba, qui n'a pas d'implantation de masse mais qui a des moyens, apparaît mêlé à des provocations ou à l'anticipation de provocations et d'agressions armées.

La vision des faits présentée par Borotba est en tous points conformes au *story telling* impérialiste russe et conforte les schémas mentaux de bien des militants de gauche occidentaux, lui apportant des éléments soi-disant du cru. Le théoricien russe Boris Kagarlitsky, auteur de bien des ouvrages et articles du plus grand intérêt, est aujourd'hui proche de Borotba, ce qui pourrait conforter l'idée d'une « extrême-gauche » que représenterait Borotba. Rappelons que Kagarlitsky, qui s'est réclamé à la fois de Trotsky et de Soljenitsyne, avait animé la plate-forme marxiste du PCUS à la fin de la pérestroïka, et s'est toujours, sur les questions nationales, positionné dans un sens grand-russe. Il fut incontestablement antistalinien, antibrejnévien (et réprimé à ce titre), et antipoutinien, mais aujourd'hui, les événements ukrainiens le conduisent à dire que l'eurasisme pourrait être le véhicule d'une sorte de révolution. C'est l'extrême caution gauche de l'impérialisme russe.]

Revenons aux « Républiques populaires » du Donbass et de Lougansk. Les deux larrons qui dirigent celle du Donbass sont Pavel Gubarev et Denis Pouchiline. Le premier, patron d'une agence de pub, fut militant néonazi à

Moscou dans les années 1990, puis cadre du « Parti Socialiste Progressiste » ukrainien, un parti financé par Lyndon Larouche. Arrêté en mars par l'armée ukrainienne, il a été libéré, Poutine ayant salué sa libération. Il est associé à Denis Pouchiline, capitaliste connu pour avoir dirigé la sucursale ukrainienne de MMM, la « pyramide de Ponzi » des privatisations de masses des années 1990, en relation avec l'Etat russe qui était l'organisateur central des privatisations, et faisait pression sur l'Ukraine en ce sens. Valeri Bolotov, « gouverneur populaire » de Lougansk, est un parachutiste de l'armée russe. Ces personnages ne sont pas plus sympathiques que les membres du gouvernement de Kiev, assurément, et représentent des couches sociales similaires -en aucun cas la classe ouvrière.

Celle-ci, ce sont surtout les mineurs du Donbass, groupe social mythique en raison de l'histoire -1905, le bolchevisme, la guerre civile, la seconde guerre mondiale, sans oublier la grève générale de 1989 ... A aucun moment aucun signe de soutien venant des mineurs envers les « républiques populaires » ne s'est manifesté. C'est même le contraire. Les grèves pour la hausse des salaires, suscitées aussi par la peur de voir leur paiement cesser, ont commencé dans la région de Marioupol fin avril. Quelques sites « communistes » ont commencé à s'emballer sur le thème « les mineurs du Donbass vont mettre la patée aux nazis ukrainiens », mais ils ont vite cessé d'en parler car ce mouvement tenait en fait à affirmer sa totale indépendance, si ce n'est son hostilité, aussi bien envers le gouvernement de Kiev qu'envers ceux des « Républiques populaires ».

Selon un communiqué de la Ligue socialiste-Opposition de gauche traduit en français (<http://www.avanti4.be/analyses/article/ukraine-apres-la-tragedie-d-odessa>), à Krivoï Rog, une brigade armée de mineurs a empêché la pègre titoushky d'agresser les « Euromaidan », sans pour autant s'aligner sur ces derniers, et à l'extrême-Est, près de la frontière où s'alignent les chars russes, à Krasnodon, la ville est passée sous le contrôle des mineurs armés, qui en interdisent l'entrée aux milices « antiMaidan » et revendiquent la hausse des salaires et l'arrêt de la sous-traitance dans les mines.

Parallèlement, les incidents se sont multipliés entre les milices antiMaidan et le syndicat des mineurs, la KVPU. La KVPU est la principale centrale syndicale significative en Ukraine (en dehors de groupements locaux, parfois anarchistes ou anarcho-syndicalistes) à exister en dehors des soi-disant « syndicats » issus de l'époque « soviétique », et les mineurs sont leur principale composante. Ses dirigeants sont issus des dernières grandes grèves (avant aujourd'hui), celles de 1992. Plusieurs sont au parti de Timochenko, ce qui ne saurait suffire à décréter que la KVPU n'est pas un syndicat et témoigne sans surprise de la confusion ambiante et des possibilités de corruption. Quoi qu'il en soit le ton n'a cessé de monter entre la KVPU et les « Républiques populaires » qui ont déjà commandité des agressions physiques contre les syndicalistes (<http://kvpu.org.ua/en/news/6/3159/kvpu-statement-on-the-situation-in-the-eastern-ukraine>).

Le ton monte de plus en plus, au point que certains responsables syndicaux dénoncent en fait le gouvernement de Kiev pour ne pas avoir distribué des armes aux mineurs, qui seraient à même de régler leur compte aux « séparatistes » ! Un élément important du tableau est l'inquiétude concrète, économique, des mineurs : les pseudos « nationalisations » des « Républiques populaires », soutenues et applaudies dans les communiqués du KPU et de Borotba diffusés à l'étranger, ne touchent pas à la propriété des oligarques, mais menacent de couper les crédits de l'Etat central, et le sort des mineurs russes de Rostov, poche de misère et de chômage, n'est pas enviable, la classe ouvrière ukrainienne ayant en réalité mieux préservé à ce jour ses intérêts que sa soeur russe. Tels sont les faits.

Ils expliquent sans doute le revirement apparent du grand oligarque Rinat Akhmetov, qui joue double ou triple jeu, dirigeait le Parti des Régions, a été nommé gouverneur par Kiev, et a, selon les paramilitaires eux-mêmes, financé leurs agissements, et qui maintenant prend les devants pour appeler « ses » mineurs à imposer la tenue des élections du 25 mai et circonvier les milices antiMaidan. A Marioupol, cet « ordre des mineurs », mais sous la conduite d'un oligarque et dans un rapport clientélaire, semble s'être imposé (rappelons que dans le *story telling* impérialiste russe relayé par la blogosphère «anti-impérialiste », Marioupol est censé avoir été le théâtre d'un soulèvement populaire contre l'entrée de l'armée ukrainienne accusée d'un « génocide », le nombre de morts semblant avoir été de 7, soit dit sous toutes réserves).

Résumons en ce qui concerne les mineurs du Donbass : à ce jour, ils commencent à entrer en mouvement, et ce mouvement est dirigé en premier lieu contre les « Républiques populaires » autoproclamées, ce qui, on se permettra de le dire, témoigne d'un certain « instinct de classe » : la première mobilisation *en tant que telle* de la classe ouvrière dans la crise ukrainienne se fait *contre* ceux que l'on appelle « les séparatistes », « les antiMaidan » ou les « prorusses » et qui sont censés, dans la mythologie d'ores et déjà constituée des camarades qui ne veulent voir qu'une opération « impérialiste », à savoir américaine évidemment, dans ce qui se passe là-bas, représenter l'« antifascisme », alors qu'il s'agit en réalité de la *pointe avancée de la réaction* menaçant de destruction la nation ukrainienne dans ses frontières issues de la Révolution d'Octobre. D'ores et déjà, la leçon du réel est cruelle pour les mythologies ...

Mais poursuivons à propos des « Républiques populaires ». Non seulement ce sont ces secteurs étatiques là qui entrent les premiers dans un début de confrontation directe avec la classe ouvrière comme telle, mais ce sont aussi eux dont la politique réelle est la plus réactionnaire, même par rapport à ce qui se passe, par exemple, en Galicie, région où le *story telling* impérialiste russe veut que règne « le nazisme ». A Lv'iv, l'administration tenue par Svoboda est sévèrement mise à mal par des manifestations, des mouvements anti-corruption, des groupes anarchistes, des comités populaires, des groupes d'accueil des réfugiés tatars fuyant la Crimée. Nous avons là un niveau d'activité sociale sans commune mesure avec Donetsk ou les groupes armés « prorusses » occupent les lieux publics et où la réaction de la majorité a surtout consisté jusqu'à présent à *ne pas* manifester, à rester chez soi, à continuer à travailler.

On relèvera encore cette fausse surprise pour Borotba qui a dû publier un communiqué de protestation, vu son soutien farouche aux « Républiques populaires » soi-disant constituées par « le peuple soulevé contre les nazis » : voilà que la « République populaire du Donetsk » a pondu un projet de constitution dans lequel le christianisme orthodoxe, dans le cadre, évidemment, du patriarcat de Moscou, serait religion d'Etat, et dans lequel la propriété privée est garantie, quelle surprise !

L'antisémitisme joue un rôle central dans l'idéologie des « antiMaidan », se mélangeant aux éléments dits d'

« antifascisme », au panslavisme et à l'eurasisme, aux séquelles tsaristes et stalinienne, aux composantes obscurantistes -selon un communiqué des anarchistes d'Odessa, le refus des vaccinations, de la chimiothérapie, la crainte des chemtrails et autres délires du complotisme « antimondialiste » de ces dernières années ont un grand succès dans les petits groupes armés « antiMaidan ».

Dans le *story telling* auquel leur culture héritée du XX^e siècle, combinée à la propagande indirecte russe, a fait croire bien des camarades, les « fascistes » sont à l'ouest et les « antifascistes » à l'Est, et Svoboda et Pravyi Sector sont là pour l'attester ; ainsi, il doit être impossible que l'antisémitisme, dans l'Ukraine réelle de maintenant, soit le plus menaçant ... dans le Donbass et à Lougansk. C'est pourtant logiquement ce qui semble être.

Non pas, répétons-le encore, que l'antisémitisme ne soit pas présent dans Svoboda et Pravyi Sector, mais la réalité démocratique et sociale du mouvement du Maidan ne l'a pas attisé, mais fait reculer ou forcé à se tenir à carreau. Il n'en va pas de même dans le Donbass, où n'est toujours pas éclaircie la provocation massive du 17 avril dernier, où des paramilitaires antiMaidan ont distribué à la sortie des synagogues un document appelant les Juifs à se faire recenser en vue d'être expulsés. La thématique « antifasciste » et l'antisémitisme ont ici d'ores et déjà fusionné. C'est très simple : les Juifs sont derrière « les nazis », évidemment ! C'est aussi ce que raconte Aube dorée en Grèce, c'est ce que propagent de nombreux sites, et c'est un thème central des discours des chefs des « Républiques populaires ».

En particulier, l'échec de leur prise de pouvoir à Kharkiv et à Dniepropetrovsk s'explique pour eux par le rôle des « Juifs », appelés *Kikes*, en centrant sur l'oligarque gouverneur de Dniepropetrovsk, Kolomoïsky. Ce personnage est devenu une figure centrale dans la propagande eurasiennne. Les paramilitaires antiMaidan ont été prestement battus à Dniepropetrovsk, ce qui ne peut de son point de vue que s'expliquer ainsi : le « capitaliste juif » a payé des « hordes nazies » pour venir y semer la terreur et « interdire de parler le russe ». Dans les discours des eurasistes et du groupe Oplot de Kharkov, l'alliance de Kolomoïsky et de Iarosh, dirigeant de Pravyi Sector (dont on rappellera au passage qu'il a une très grosse casserole aux yeux de ses propres troupes, avoir rencontré Ianoukovitch en cachette peu avant sa chute ...) est celle du Juif, de l'Ukrainien et du Tatar, traités de « Khazars ». De lourdes insinuations sur le rôle des « capitalistes juifs » dans le financement du « nazisme ukrainien » ont largement contaminé jusqu'à la prose de telle vieille dame respectable, communiste et juive, bloguant à longueur de journée sur ces sujets (les camarades qui s'abreuvent à son blog l'auront reconnue). Dure leçon politique là encore : les prises de positions pour un camp géostratégique contre un autre nous ramènent aux fantômes du stalinisme parmi lesquels figure, en bonne place, l'antisémitisme. Sous la dénonciation des « nazis ukrainiens », l'antisémitisme, de plus en plus, est là !

Si le Donbass et l'oblast de Lougansk sont les secteurs dans lesquels le risque réel, au delà de toute intoxication omniprésente, est aujourd'hui pour les Juifs le plus important en Ukraine, il en va de même pour les Roms. A Slaviansk, ville à majorité russe dont la population est prise depuis plusieurs semaines en otage par les paramilitaires, les Roms ont été pillés, frappés et expulsés, sous la direction du maire autoproclamé qui a présenté la chose comme une opération antidrogue. Ce n'est pas à Lviv, ce n'est pas chez les « nazis ukrainiens », que les Roms et les Juifs ont à ce jour et à cette heure le plus à craindre en Ukraine.

Enfin, dans le *story telling*, nous avons le plus terrible : le « pogrom d'Odessa », événement non encore éclairci, où d'une quarantaine à une centaine de personnes dirigées par les AntiMaidan ont été assassinées dans le bâtiment qu'elles avaient choisi d'investir, la Maison des syndicats. Aussi bien les anarchistes que la Ligue socialiste-Opposition de gauche ont condamné ce crime collectif, que Pravyi Sector qui y est impliqué approuve, bien que des « euroMaidan » soient intervenus pour sauver des gens (cf. des vidéos diffusées par les anarchistes d'Odessa). L'événement est tellement horrible que, pour le *story telling* impérialiste russe, il est parfait : des « nazis » ont brûlés vifs des militants de gauche et des syndicalistes. Le petit problème est que cette horreur a été d'une utilité remarquable précisément pour la propagande russe, au niveau international. D'autre part, elle a fait suite à un affrontement de masse dans lequel les paramilitaires antiMaidan, scouts orthodoxes et Garde d'Odessa eurasiennne et antisémite, assistée de Borotba, ont les premiers attaqué une manifestation pour l'unité de l'Ukraine. Cette attaque, dans laquelle des miliciens russes de Transnistrie semblent avoir été impliqués, et qui bénéficiait, comme partout en Ukraine orientale et méridionale, de la bienveillance et de complicité dans la police et l'appareil d'Etat, se voulait décisive. Elle tentait de mettre en oeuvre la ligne définie par Poutine le 17 avril lorsqu'il avait repris le terme tsariste et eurasiennne de Novorossia, dont Odessa est le point clef. Elle a totalement échoué et a déclenché une réaction de masse, violente. C'est dans ce cadre que, de manière périphérique aux affrontements principaux, une partie des antiMaidan et des groupes de Pravyi Sector, de jeunes surexcités et de provocateurs, se sont affrontés jusqu'au dénouement épouvantable que l'on sait, qui a permis à la propagande russe et ses relais « anti-impérialiste » de passer sous silence le fait premier : une tentative de mainmise sur Odessa, maillon entre la Crimée et la Transnistrie, qui a échoué en provoquant des affrontements de masse. A la suite de cet échec, enregistrant aussi ceux de Kharkov et de Dniepropetrovsk et le début de réaction hostile du prolétariat minier, Poutine a pris ses distances envers les « Républiques populaires » du Donbass et de Lougansk et leurs référendums.

Tenter d'analyser sérieusement ces faits montre que des forces vives s'affrontent, et que tant le gouvernement de Kiev que Svoboda et Pravyi Sector, par eux-mêmes, ne sont pas la force motrice de la résistance populaire que rencontre de plus en plus l'entreprise impérialiste de dépeçage de l'Ukraine. Cette entreprise est menée avant tout par l'impérialisme russe mais elle pourrait convenir aussi aux Etats-Unis et à l'Allemagne. Le gouvernement ukrainien et les chefs de Svoboda et de Pravyi Sector ont d'un côté peur de la mobilisation populaire et refusent de laisser la population s'armer comme des voix venues du Donbass le réclament, et de l'autre privilégient les opérations commandos violentes, coûteuses en vies humaines, exposées aux provocations, ne faisant aucun tri parmi leurs adversaires. A Odessa il y a eu les deux : la contre-offensive populaire massive, les jeunes filles confectionnant des cocktails Molotov pour aller à l'affrontement (dénoncées comme des « nazies » sur la blogosphère formatée, bien sûr !) et la provocation sanglante aux cruautés inutiles faisant le jeu de l'adversaire impérialiste. Dépecer l'Ukraine, dépecer une nation européenne, voilà la réaction sur toute la ligne en acte. Le *story telling* impérialiste sur « les pogroms commis par les nazis contre les antifascistes » est un écran qui interdit de comprendre les faits, d'avoir prise sur la lutte des classes.

Tout militant qui ne veut pas réfléchir et préfère s'en tenir paresseusement aux réflexes acquis jugera partiales les pages qui précèdent et éprouvera peut-être le besoin de nous rappeler que les Etats-Unis ne sont pas gentils, comme si on ne le savait pas. Mais c'est cette tendance à s'en tenir paresseusement aux réflexes acquis qui a toujours joué un rôle mortel dans l'histoire du mouvement ouvrier, chaque fois que l'histoire s'accélère. L'orientation qui résulte des analyses données ci-dessus n'est pas l'alignement sur l'impérialisme US, c'est la recherche de comment le combattre réellement et efficacement, et le camp qui est le notre n'est celui d'aucun impérialisme.

Car c'est bien au ralliement à un impérialisme que conduit l'« analyse » qui se contente de dire que « l'impérialisme », le seul qu'elle veut connaître, est à l'offensive et qu'il faut le combattre. Quand Liebknecht disait « *L'ennemi principal est dans notre propre pays* », il ne préconisait en rien de soutenir la France ! Quand Lénine préconisait le défaitisme révolutionnaire, cela n'empêchait pas que la majeure partie de sa production littéraire contre le chauvinisme, l'opportunisme et l'union sacrée, ne prit pour cible la social-démocratie allemande. Son défaitisme n'était en rien comparable à celui, par exemple, de Pilsudski, rallié à l'impérialisme d'en face. Mais en réduisant l'analyse de la situation ukrainienne à la dénonciation du seul impérialisme « occidental » et au rôle de Hollande ou de Fabius là-dedans, s'oppose t-on réellement à son propre impérialisme ? Soyons clair, la réponse est non.

L'impérialisme français, non seulement n'a pas exactement la politique de ses déclarations (ce texte en a parlé), mais il est tiraillé entre plusieurs options. Regardons les pro-Poutine en France dans l'affaire ukrainienne : en dehors de la direction du PCF signataire récente d'un communiqué du PGE contre « l'Etat nazi » (sic !) ukrainien, nous avons le Front national, les soraliens (vrais « nazis », ceux-là !) et autres dieudonnistes, la majeure partie de ce qui pense à l'extrême-droite, et les néo-gaulliens, de Dupont-Aignan à Asselineau. C'est une option impérialiste que représentent ces courants, ce n'est pas un « anti-impérialisme ». J.L. Mélenchon est un peu à part car il a perçu la réalité d'une révolution en Ukraine, tout en reprenant toute la rhétorique « anti-impérialiste » dans laquelle la Russie n'est jamais un impérialisme, d'où des déclarations successives plus ou moins contradictoires - l'examen du site du PG montre assez facilement l'existence de plusieurs « lignes » sur l'Ukraine, dont celle du « spécialiste défense nationale », officier de réserve de son état, est à la fois la plus prorusse et la plus néogaullienne. Il est parfaitement cohérent de soutenir à la fois Poutine et l'intervention impérialiste française en Centrafrique, ou encore « l'honneur de la France » au Ruanda : il s'agit non de positions internationalistes, mais de positions impérialistes souhaitant un revirement de la France contre « les anglo-saxons ». Et pendant que l'on fait semblant de croire que les paras français sont à Kiev main dans la main avec « les nazis », ils sont à Bangui.

Non vraiment, la rupture avec notre impérialisme ne peut que passer par le combat contre le capital et tous les impérialismes. Pour cela, les camarades qui ont adhéré au story telling du coup d'Etat occidental sur le Maidan, des nazis ukrainiens, de l'autodétermination de la Crimée, du soulèvement populaire du Donbass, du « pogrom » d'Odessa voire de l'oligarque « capitaliste juif » de Dniepropetrovsk, doivent de toute urgence se mettre à réfléchir pour rompre avec l'union sacrée, rompre avec le capital, rompre avec l'impérialisme, revenir à une politique communiste !

Vincent Présumey, le 23 mai 2014.